

◆ **ADDI Lahouari, *Les mutations de la société algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, Paris, Editions la Découverte, « textes à l'appui », 1999, 226 p.**

Le lien social, autrefois porté par les relations lignagères, connaît une crise de mutation et est à la recherche d'un support plus large. Telle est l'hypothèse forte qui structure tout cet ouvrage et sa démonstration utilise des traverses originales. Par la mise en relations d'éléments à première vue hétérogènes (le travail des femmes et les représentations survalorisées du mariage endogamique, la promiscuité croissante des ménages et la forte urbanisation, les



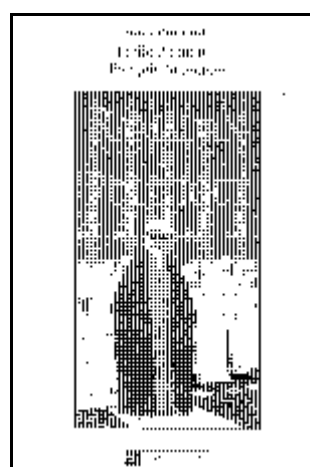
liens intergénérationnels, le rôle sous-jacent de l'Armée face au Pouvoir et les législations successives...), un éclairage nouveau est donné sur la crise que traverse depuis une trentaine d'années la société algérienne. L'intérêt de ce travail est, d'une part, de repérer l'ensemble des acteurs qui participent actuellement à la production des mécanismes sociaux et l'évolution de leur place respective ; et, d'autre part, de visualiser les passerelles possibles entre

les formes d'action évoquées. Si le rapport très bourdieusien de dominant/dominé est évoqué, c'est pour le relativiser au sein de la « famille » dans des enceintes plus vastes telles que l'entreprise. Cette démonstration prend toute sa pertinence dans les changements d'échelles sans cesse sous-jacents à l'analyse, échelles temporelles comme spatiales. Car, indirectement, elle s'appuie sur la nouvelle forme des espaces de conflits, les conditions de constitution et de superposition de différents réseaux. Et leur distinction (espaces communs de cohabitation, ceux d'intimité conjugale) est ici présentée de façon très subtile. Cette appréhension nécessaire des échelles différentes (le « domestique », les déclinaisons nuancées de la « famille », le clan local, la société algérienne globale) illustre bien les recompositions sociales à l'œuvre et les pertes progressives de pertinence de l'ancienne forme de société communautaire. Elle permet de saisir, entre autre, comment et pourquoi la culture patriarcale reémerge actuellement dans le discours quotidien, pour refouler au rang de « non-événement » des réalités qui gênent l'ordre familial, ses répercussions, la signification indirecte d'un refuge social plus que religieux du *hijab*.

Le recours récurrent à des éléments d'histoire permet d'asseoir la démonstration dans le fil conducteur des « événements » actuels, bien que ce ne soit pas l'objectif affiché. Nous regrettons seulement que les portraits présentés (essentiellement dans les parties consacrées au travail des femmes et ses implications) soient trop caricaturaux, alors que la rigueur de l'analyse autorisait des tableaux plus nuancés.

◆ **ADELKHAH Faribah et François GEORGEON (dir.), *Ramadan et politique*, CNRS Editions, Paris, 2000, 153 p.**

Le ramadan, un des cinq piliers de l'islam, est une affaire religieuse. C'est le mois où le monde musulman montre sa différence, dans un rapport spécifique au temps et au corps, par le jeûne du lever au coucher du soleil. Différence accusée par un « regain » de sa pratique, dont les manifestations sont tangibles dans les pays « musulmans », mais aussi dans les pays où les communautés musulmanes sont d'implantation récente, où les États sont confrontés à la gestion de nouvelles pratiques religieuses. Mais cet



espace d'un « jeune » islam, notamment ouest-européen, n'est pas traité dans cet ouvrage. C'est probablement parce que son propos est de nous dire que ce mois est aussi celui où le monde musulman montre ses différences, et que l'argument prend tout son poids en se rapportant aux pays où l'islam est le référent dominant, ou un référent durable d'un islam « ancien » et minoritaire, pour l'État et la société. Flexibilité et profusion des pratiques du ramadan, tel est le premier constat que dressent les

auteurs de l'ouvrage, en entamant la pérégrination par la Turquie, dans sa gestation de l'empire à la république (F. Georgeon), en la poursuivant par le Maghreb (le Maroc et l'Algérie avec M. Bennani-Chraïbi et A. Ben Ellyas), l'Orient (des contributions de A. Christmann sur la Syrie, F. Adelkha sur l'Iran, L. Cherif Chebbi sur la Chine), la Bosnie (X. Bougarel), l'Afrique orientale (J.C. Penrad). « Phénomène social global » procédant par une inversion du temps, le ramadan n'échappe pas au politique et le politique n'y échappe pas non plus. L'État s'y déploie en des politiques publiques prestataires (l'approvisionnement des marchés, la redistribution), sécuritaires (l'ordre public face aux transgressions du temps inversé, ou à la contestation politique activée ; et l'ordre public économique par le contrôle des prix). Le pouvoir se met en représentation sur des modes spécifiques et variables (de la visibilité au retrait, dans les rituels d'allégeance ou l'activité législatrice). L'ethos national différenciateur trouve à s'exprimer, notamment à travers les « disputes lunaires », ou les affirmations simultanément particularistes et patriotiques de l'islam minoritaire (Chine). Une thématique transversale de l'ouvrage consiste en une réflexion sur les modes d'emboîtement entre espace public et espace privé pendant le ramadan. Ils se déclinent en des processus paradoxaux de contrôles renforcés sur les individus (avec parmi les enjeux celui de la portée de l'obligation de jeûner), et de « moments forts d'affirmation de la liberté du croyant ». Cette tension entre sphère publique et sphère privée, spécifique du moment du ramadan, contribuerait en ce sens à une sécularisation des sociétés musulmanes ; et le jeûne, par les pratiques du corps qu'il induit, participerait d'un processus d'individuation.

◆ **BEKKAR Rabia, BOUMAZA Nadir, PINSON Daniel, *Familles maghrébines en France, l'épreuve de la ville*, PUF, Paris, 1999, 291 p.**

Nous sommes ici transportés au cœur des conditions de vie d'immigrés maghrébins et de leur relation avec les populations de culture occidentale, conditions interrogées au travers des modes d'habiter et d'occupation spatiale. De ce qui aurait pu être un simple état des lieux mené en trois sites complémentaires (entre cités locatives et procédures d'acquisition de logement individuel, dans la périphérie nantaise à Lyon et à Grenoble), cette recherche



collective met en relation les trajectoires des migrants (et trace les attaches dans les pays d'origine), leurs raisons et motivations successives, les étapes, et les procédures d'installation dans le pays d'accueil. La multiplicité de situations présentées, par le nombre de précisions apportées sur la simultanéité des positionnements sociaux et spatiaux (*là-bas* et *ici*) et des espaces d'appartenance symbolique, relativise le thème de la « maison du retour » et autres « certitudes ». Elle nous permet aussi de mieux comprendre la nature de tous les apprentissages et investissements - moraux, sociaux, éducationnels... et culinaires - faits en France, leur ordre d'enchaînement et les stratégies mises en place. Les processus d'adaptation à de nouvelles conjonctures, dont sont décrits ici le vécu au jour le jour et l'inscription dans le long terme, portent autant sur les formes d'occupations des logements et les conflits familiaux qui en découlent, que sur les manières de table (le menu et la remise en cause du plat unique), sur ce que révèlent les décorations intérieures et leur banalisation, les attributions « territoriales » au sein du logement...

La somme d'entretiens retranscrits et commentés ici (et nous apprécions la présence de nombreux éléments d'enquêtes) rend cet ouvrage précieux, mais l'objectif des auteurs est bien plus profond. En nous autorisant l'accès à de telles *citadelles domestiques*, leurs travaux nous montrent comment l'habiter également peut être un *lieu de recomposition et de reconstruction d'une culture d'origine*, et non pas seulement de déconstruction comme il est trop souvent mentionné de façon superficielle. La pertinence d'une telle entrée dans les études portant sur les transformations et les confrontations culturelles est soulignée d'emblée. L'habitat, placé comme *champ structurant des processus, des modes de vie et des interactions sociales* et pensé en relation avec l'extérieur et l'urbain environnant, autorise une nouvelle lecture des références interiorisées, des transferts et renouvelle indirectement l'analyse dialectique entre la personne et l'individu.

◆ **CHADOUIN Olivier, GODIER Patrice, TAPIE Guy, *Du politique à l'œuvre : Bilbao, Bordeaux, Bercy, San Sebastian. Système et acteurs des grands projets urbains et architecturaux*. Ed. de l'Aube, 2000, 237 p.**

Quatre chantiers de cette fin de siècle, apparemment fort différents (une recomposition de friches urbaines, un musée, un auditorium, un tribunal de grande instance...), situés dans quatre villes de part et d'autre de la frontière franco-espagnole, servent de cadre à l'ouvrage. Ils ont en commun d'être qualifiés de « grand projet », c'est-à-dire d'être conçus après concours par l'un des quelques architectes de renommée internationale et, s'ils servent de vecteurs et de modèles pour le



reste de la production locale, ces « grands projets » ont des dimensions bien plus qu'architecturales ou urbaines. Ils attestent des nouvelles manières de concevoir les stratégies d'investissements, par leur valeur symbolique et les retombées espérées pour des villes « entrepreneuriales » de plus en plus concurrentes sur l'échiquier mondial. L'ouvrage — et c'est là tout son intérêt — nous montre comment se met en place un processus unique mais collectif, mettant en relation des multiples acteurs, chacun avec ses compétences, à différents moments et niveaux d'action. Il s'agit dès lors de décrypter ces constructions autant matérielles que relationnelles entre les différents acteurs en présence : une dialectique entre système d'action et objets construits. La description très minutieuse de chacun de ces projets, mais aussi l'analyse des dynamiques des acteurs qui y sont liés, de leur position, des mécanismes de régulation nous démontre la particularité de ces « grands projets » : ils sont actuellement les lieux de renouvellement des méthodes et techniques de travail. Ces formes dénotent des procédures originales, témoignent des coordinations nécessaires entre les différents projets imbriqués, de dispositifs organisationnels sophistiqués et, en filigrane, d'une autre manière de « faire la ville ».

De telles constatations n'ont pu se faire que par un renouvellement de l'approche : les auteurs ont été attentifs aux négociations et aux rôles des intermédiaires, aux articulations entre savoir-crée, savoir-gérer et savoir négocier. Cet ouvrage aborde également les conséquences des nouvelles exigences de ces projets (haute technologie, spécialisation accrue...) ainsi que les réorganisations professionnelles qui s'enclenchent suite à l'apparition de nouvelles spécialités doublant les anciennes, la diversité des formations des aménageurs de l'espace sollicitées, leur aspect pluridisciplinaire, les nouveaux profils. Il évoque à maintes reprises les transformations subies ou impulsées par les différents corps de métier en présence. Mais, et les auteurs en sont conscients, ce cas des « grands projets » reste trop spécifique pour être généralisable à la production courante. Guy Tapie, dans un autre livre bien documenté, aborde ces nouvelles conditions d'exercice, à l'échelle d'une profession (*Les architectes : mutations d'une profession*, L'Harmattan, 2000, 318 p.).

◆ **Commissariat Général du Plan, *Le partenariat euro-méditerranéen. La dynamique de l'intégration régionale, Rapport du groupe de travail « Méditerranée : économies et migrations »***, présidé par Rémy LEVEAU, Paris, La Documentation française, juin 2000, 233 p.

Ce rapport, résultat de six mois de consultations avec plusieurs hauts-fonctionnaires, experts et universitaires, montre combien le processus euro-méditerranéen, initié à Barcelone en 1995, est moribond. Les auteurs soulignent la complexité des procédés d'attribution des aides communautaires qui doivent contribuer à assumer une partie des coûts de l'ouverture des économies du Sud.

Le rapport montre que la lenteur du processus de Barcelone est également imputable à l'ampleur des tensions politiques qui affectent la zone, en particulier les conflits gréco-turcs et israélo-arabes. Mais il met aussi en évidence la faible mobilisation des États membres de l'Union en faveur de la Méditerranée, quelle que soit leur position dans l'Europe. À cet égard, les pays méditerranéens de l'Europe ne font pas exception : les pays européens sont surtout soucieux de la réussite de la monnaie unique et des conséquences sur leurs structures économiques et sociales des effets de l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale.

De leur côté, les pays du sud de la Méditerranée demeurent rétifs à la réforme de leur économie. Les États sont encore fortement marqués par des logiques patrimoniales : les rentes dont ils bénéficient (revenus pétroliers, rente « stratégique », aides diverses) sont redistribuées aux clientèles politiques et aux populations en échange de leur allégeance. En dépit de la baisse du niveau des rentes et de l'affaiblissement des capacités redistributives des États, cette économie politique reste fortement prégnante, d'autant plus que le secteur privé s'est souvent construit dans des « niches » qui lui ont été concédées et peut difficilement être un moteur des réformes.

Pour tenter de surmonter ces blocages et d'autres, le rapport avance cinq propositions principales : recentrer les interventions européennes sur les pays qui s'engagent dans un programme de réformes et rendre cet engagement plus contractuel ; axer l'aide financière sur la coopération institutionnelle, l'éducation, les infrastructures régionales et la promotion d'instruments financiers privés ; créer une institution permanente de concertation sur les réformes ; renforcer l'accès au marché européen (notamment en libéralisant les échanges agricoles) ; développer les coopérations triangulaires Nord/Sud/Sud dans tous les domaines sur une base volontaire.



◆ **MAHFOUDH-DRAOUI Dorra, BEN SALEM Lilia (dir.), *Modernité et pratiques sociologiques, Actes du colloque Hammamet 18-20 mai 1999, Tunis***, Centre de Publication Universitaire, 2000, 521 p.

Cet ouvrage est le résultat de la réflexion menée lors du colloque sur « construction de la modernité et pratiques sociologiques » organisé par l'Association International des Sociologues de Langue Française (AISLF) et la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Tunis. L'interrogation principale de cette rencontre porte sur la place et le rôle du sociologue dans la société. Ces réflexions sont à placer dans le contexte scientifique général de la perte de vitesse des objectifs développementalistes de la période post-indépendance en Tunisie dans les années 1970 et des diverses réponses apportées. Les communications y sont réunies en quatre chapitres : tout d'abord, sont traitées les questions du statut de la sociologie et du rôle du sociologue. Dans ce chapitre, méthodes et rôle de la discipline sont indissociables et la sociologie y est envisagée, notamment par M. Hirshhorn comme moyen d'intervention sociopolitique, qui permet de dévoiler certains aspects de la société pour « permettre l'action en connaissance de cause ». Il s'agit donc d'une science résolument appliquée, au service de la société. A. Sahbani affirme d'ailleurs que « se contenter d'une sociologie purement académique, c'est condamner tout simplement cette science à périr ». Suit un chapitre sur les nouvelles expressions de la modernité, telles que les conséquences d'innovations techniques sur les modes d'organisation du travail et la valorisation de la notion « ressources humaines » (Z. Ben Ammar-Mamlouk), les nouveaux moyens de communications et leur influence sur les formes de sociabilité (Y. Ben Romdhane), ou encore les représentations de la maladie du cancer (R. Boukraa et F. Tinsa). La troisième partie s'intéresse aux réponses concrètes apportées par les sociologues à certains problèmes. C. Beauchamps y traite de la sociologie et de ses liens historiques avec le « développement », tandis qu'est également débattue la question de la place de la sociologie dans les projets de développement agricole et rural (A. Gana, F. Hichri). Chacun y déplore à sa manière, les « réponses fabriquées à la va vite et présentées comme recettes techniques prêtes à la manipulation » (p. 365) apportés par des sociologues autoproclamés en dehors de tout contrôle universitaire. L'article de K. Zamiti arrive en guise de réponse, laissant la place à la parole d'éleveurs de Kroumirie, irrémédiablement coincés entre la nécessité immédiate de survie individuelle et les préoccupations environnementales à plus longue échéance de l'État. Le dernier chapitre regroupe des communications qui font état d'expériences de sociologues professionnels, répondant à une demande institutionnelle. Les auteurs y développent différents aspects du rapport avec les commanditaires, dans les domaines de l'urbanisme (L.Voye), de l'entreprise (N. Mauchamp), ou des municipalités confrontées aux demandes des nouveaux retraités (M. Legrand).

